

## La République du Centre, 25 juillet 2014

**POLITIQUE** ■ Le sénateur UMP saisit l'opportunité du découpage régional

### Eric Doligé critique vivement la Région Centre

Ayant notamment organisé les travaux de l'UMP entre Assemblée nationale et Sénat sur le découpage des régions, Eric Doligé, sénateur du Loiret, s'exprime.

L'UMP se fait très critique sur ce projet de loi de diminution du nombre des régions et de suppression des conseils généraux et parle de « politique politicienne ».

Il ironise : « l'économie de 25 milliards annoncée par le Secrétaire d'Etat Vallat au lendemain de sa nomination est devenue une charge supplémentaire [...] La priorité consistait à mettre la capitale de région à 200 ou 300 km et à supprimer les collectivités de proximité ».

Le Centre amené à conserver ses frontières actuelles ? « Personne ne veut se marier avec lui puisqu'il refuse pas seulement, il n'est jamais arrivé à se faire une image, à s'imposer », assène le sé-



TENSIONS. Eric Doligé (à g) et François Bonneau ne partent pas en vacances ensemble. *ARND BRONKHORST*

nateur UMP qui vise l'exécutif régional PS. « Le Centre est seul par défaut. À la différence des autres régions qui existent comme étant le complément et la résultante de plusieurs départements (admission d'une Région et de départements), la région Centre existe à côté de ses départements et non avec d'où sa faiblesse évidente

qu'à son nom est un déni de réalité. Elle est une assemblée politique et non un territoire de projet. Le changement de nom, défendu par Jean Pierre Sauer (PS) : « Certainement utile, mais à ce stade c'est un gadget. On n'a pas une personnalité en fonction de son nom, mais de ses qualités. Pensez que le Centre ne doit sa faiblesse évidente

#### Ne pas blesser Tours

Si la région Centre reste seule, « elle pourrait très bien tirer sa force de régions voisines puissantes. Avec la région parisienne et Paris, elle pourrait passer des accords universitaires pour Orléans, toujours refusés par la Région pour ne pas blesser Tours, sa grande concurrente. Avec Saclay elle pourrait annoncer de grands accords de recherche autre que les quelques échanges actuels ».

Le droit d'opinion pour les départements ? « Oui, mais avant et pas après avoir fait la carte des régions [...] Des compétences claires et plus de compétence potentielle ».

Selon Eric Doligé, la carte n'a été dessinée que pour essayer de répartir les territoires à des personnalités de gauche. Mais « il est probable que

tout sera remis à plat en octobre ». Autre sujet distinct : le financement en partenariat public-privé (PPP), critiqué par Jean-Pierre Sauer (et utilisé pour financer la construction de plusieurs collèges du Loiret). Eric Doligé contre-attaque : « Il est surprenant qu'un rapport ait été demandé par des parlementaires étant, dès le départ, très sceptiques sur cet outil. Cela manque de contradictoire. Il faut rappeler qu'en dix ans plus de 500 projets ont été réalisés, montrant l'utilité de cet outil. Comme pour les marchés classiques, il y a eu quelques échecs, ni plus ni moins, mais toujours réglables. Les erreurs font progresser ». Et de citer François Hollande pour conclure : « Notre président de la République n'a-t-il pas déclaré, il y a peu, "les PPP sont un facteur de croissance" ? »

Philippe Renaud